



Centre Perelman de philosophie du droit

<http://www.philodroit.be>

« Droit et gouvernance des univers virtuels »

## Traduction du jugement du Tribunal de Leeuwarden

du 21 octobre 2008

-

### Extraits : La question des biens virtuels

#### Introduction

Le présent jugement a été rendu le 22 octobre 2008 par la section criminelle du tribunal de Leeuwarden<sup>1</sup>. Il conclut à l'applicabilité de la notion de vol alors que les biens dérobés *in casu* étaient des biens virtuels: une amulette et un masque dans un jeu électronique en ligne.

Il est à noter que le jugement a été frappé d'appel et n'est donc peut être pas appelé à devenir un précédent. Toutefois, son caractère novateur nous a paru suffisant pour en justifier la traduction et l'examen critique.

#### Les faits tels qu'ils transparaissent des procès verbaux d'audition

Deux jeunes -dont le prévenu-, âgés de 14 ans au moment des faits, ont invité un troisième, la victime, au domicile d'un des deux premiers. C'est là qu'ils l'ont -n'ayons pas peur des mots- torturé: après l'avoir frappé, ils l'ont jeté au sol et marché sur le corps, pour finir par le menacer à l'aide d'un couteau.

Les menaces avait pour objectif de le forcer à transférer, de son compte RuneScape (un JDRMM<sup>2</sup>) vers celui d'un des agresseur, deux biens virtuels (une amulette et un masque) constituant des biens de valeur dans l'univers virtuel en question.

#### L'importance du jugement

Ce jugement a ceci d'intéressant qu'il est le premier en Europe à reconnaître -indirectement-, la qualité de bien appropriable à une possession dans un univers virtuel. Bien qu'il existe [un précédent Chinois](#)<sup>3</sup>, ce type de décision est encore rare et le chemin n'est pas encore balisé. Il faut toutefois se garder de conclure trop hâtivement: on ne se trouve pas face à un jugement qui admet une quelconque propriété portant sur des biens virtuels. En effet, le jugement en question ne concerne que l'interprétation du droit pénal néerlandais et semble interpréter ce dernier de manière autonome par rapport au droit civil<sup>4</sup>.

Ci-dessous, la traduction des extraits les plus significatifs du jugement, suivant du jugement original, dans son entièreté.

**Jérémie PARISEL**, stagiaire au Centre Perelman de philosophie du droit  
et auteur de la présente traduction

<sup>1</sup> Rechtbank Leeuwarden 21-10-2008, LJN BG0939 ; disponible sur <http://jure.nl/bg0939> (dernière consultation le 30 novembre 2008)

<sup>2</sup> Ou MMORPG, pour Jeu de Rôle Massivement Multijoueur, c'est-à-dire un jeu vidéo, uniquement accessible sur internet et persistant, auquel le joueur se connecte par le biais d'un avatar qui le représente afin d'interagir avec les autres joueurs.

<sup>3</sup> <http://blog.mindblizzard.com/2008/10/court-ruling-in-runescape-case.html>

<sup>4</sup> Ainsi, le juge prend le soin de préciser à chaque fois qu'il parle de « biens » qu'il se réfère à cette notion dans le sens que lui donne l'article 310 du Code Pénal néerlandais. De plus, la condamnation ne contient aucune réparation de l'éventuelle perte subie par la victime.

## Le terme «bien» visé à l'article 310 du Code pénal

Le ministère public a soutenu devant le tribunal que l'amulette et le masque virtuels constituaient des biens tombant sous la notion de «bien» telle que prévue à l'article 310 du Code pénal alors que le conseil de la défense préconise la solution contraire.

[Note du traducteur, l'article 310 du code pénal néerlandais est formulé comme suit :

*Hij die enig goed dat geheel of ten dele aan een ander toebehoort wegneemt, met het oogmerk om het zich wederrechtelijk toe te eigenen, wordt, als schuldig aan diefstal, gestraft met gevangenisstraf van ten hoogste vier jaren of geldboete van de vierde categorie.*

*Soit: Celui qui dérobe un bien quelconque appartenant en partie ou entièrement à autrui, avec l'intention de se l'approprier illégalement, se rend coupable de vol, lequel est puni d'une peine de prison d'une durée maximale de quatre ans ou d'une amende de quatrième catégorie. (traduction libre) ]*

Le tribunal se prononce comme suit:

Dans l'affaire présente, il est question de biens virtuels, à savoir une amulette virtuelle et un masque virtuel issus du jeu en ligne "Runescape".

Le tribunal a considéré les faits suivants concernant « Runescape » comme notoires : "Runescape" est l'un des plus grands jeux en ligne et est particulièrement populaire parmi les jeunes. Des millions de joueurs, dénommés « joueurs en ligne », y jouent à travers le monde. "Runescape" se déroule dans un monde virtuel, auquel les joueurs peuvent participer via des personnages. Les joueurs peuvent, entre autres choses, y remplir des missions ("quêtes"), combattre d'autres joueurs ainsi que développer d'autres activités. A ces fins, il est entre autres possible d'obtenir des 'items' comme un masque ou une amulette. Ces articles ont chacun une valeur particulière. Cette valeur est, dans ce jeu, exprimée en «pièces d'or» et cette valeur fluctue en fonction de l'offre et de la demande concernant ces « items<sup>5</sup>». Avec lesdites «pièces» il est possible pour le joueur de former son personnage à des « skills<sup>6</sup>» (compétences). Plus de «pièces» le joueur possède, plus il est fort dans le jeu "Runescape".

Le plaignant, le prévenu et le co-prévenu étaient chacun titulaire d'un compte, condition d'accès au jeu "Runescape", et y étaient également des joueurs actifs. Le plaignant possédait sur son compte virtuel une amulette et un masque virtuels.

L'article 310 du Code pénal vise à protéger le patrimoine des citoyens. Il ne faut pas perdre de vue cet élément lorsque l'on répond à la question de savoir si les biens virtuels sont des biens au sens de cet article.

Un certain nombre de critères doivent être remplis pour qu'il y ait propriété au sens de l'article en question. Tout d'abord, il est important d'[examiner] si le bien a de la valeur pour son détenteur. Il n'est pas nécessaire que cette valeur soit exprimée en termes monétaires. Dans la société actuelle, les biens virtuels issus du jeu en ligne "Runescape" ont pris une grande importance. Pour un grand nombre de joueurs en ligne, ces produits ont une valeur. Plus un joueur possède de biens virtuels, plus il est fort dans le jeu.

En outre, les biens virtuels s'achètent et se vendent pour de l'argent, par exemple via Internet ou dans la cour de récréation.

Dans le cas présent, il appert que le masque et l'amulette avaient de la valeur, et ce tant

<sup>5</sup> En anglais dans le texte original.

<sup>6</sup> *Idem*

pour le plaignant que pour le prévenu et le co-prévenu

En outre, il faut souligner qu'un bien n'est pas nécessairement matériel. La jurisprudence a établi que les objets non-matériels -tels que l'électricité et la monnaie scripturale- devaient être considéré comme des biens au sens pénal. L'amulette et le masque virtuels, tels qu'ils sont considérés dans la présente affaire, ne sont pas des biens matériels, bien que leur existence soit observable. Eu égard à ladite jurisprudence, il n'existe aucun obstacle à les considérer comme des biens, dans l'acception de l'article 310 du Code Pénal.

Ensuite, il ressort de la jurisprudence qu'une caractéristique importante des biens au sens du droit pénal est que le voleur, de par son vol, se rend maître du bien volé alors que le volé en perd le contrôle matériel. La possession du bien doit pouvoir passer de l'un à l'autre. Par possession au sens pénal, on étend l'exercice d'un pouvoir effectif.

La jurisprudence a déterminé qu'un code PIN, des données informatique ou des minutes d'appel téléphonique ne rencontrent pas cette condition de perte du contrôle matériel.

Les biens virtuels dont il est question, à savoir une amulette virtuelle et un masque virtuel, étaient possédés par le plaignant. Lui seul avait le pouvoir effectif sur ces biens. La possession de ces biens virtuels pouvait être cédée, par exemple par leur transfert d'un compte à un autre.

Dans le cas qui nous occupe, les biens ont effectivement été transférés, à savoir qu'ils sont passé du pouvoir effectif du plaignant à celui du prévenu et du co-prévenu. Le prévenu et le co-prévenu ont transmis les biens du compte du plaignant au compte du prévenu. De ce fait, le plaignant a été privée du pouvoir de fait sur les biens alors que le prévenu et le co-prévenu ont acquis ce même pouvoir sur ceux-ci.

Puisque l'amulette et le masque virtuels, tel que conçus dans l'affaire présente, répondent aux critères développés ci-dessus, la Cour est d'avis que ces biens virtuels tombent sous la notion de «bien» au sens de l'article 310 du Code pénal et appartenaient au plaignant.

(...)

Le conseil de la défense a soutenu en séance que le prévenu ne s'était pas arrogé les biens de manière irrégulière et qu'il devait être acquitté des charges pesants contre lui, en ce que les règles de "RuneScape" permettent les agissement du prévenu et du co-prévenu et qu'ils n'ont dès lors pas agi d'une manière répréhensible.

Le tribunal estime que ce moyen doit être rejeté car les agissements du prévenu et du co-prévenu se sont déroulés hors du contexte du jeu et, partant, sont sans rapport avec les règles du jeu "RuneScape"

# Rechtbank Leeuwarden 21-10-2008, LJN BG0939

Datum uitspraak: 21-10-2008

Datum publicatie: 21-10-2008

Rechtsgebied: Straf

Soort Procedure: Eerste aanleg - meervoudig

Zaaknummers: 17/676123-07 VEV

Inhoudsindicatie: Diefstal virtuele goederen, diefstal met geweld, online computerspel, veroordeling.

## Uitspraak

RECHTBANK LEEUWARDEN

Sector straf parketnummer 17/676123-07 VEV vonnis van de meervoudige kamer voor de behandeling van strafzaken d.d. 21 oktober 2008 in de zaak van het openbaar ministerie tegen de verdachte

[verdachte],  
geboren op [geboortedatum] 1992 te [geboorteplaats],  
wonende te [adres verdachte]

De rechtbank heeft gelet op het ter terechtzitting gehouden onderzoek van 7 oktober 2008.  
De verdachte is verschenen, bijgestaan door mr. R.A. Schütz, advocaat te Leeuwarden.

### Telastelegging

Aan dit vonnis is een door de griffier gewaarmerkte fotokopie van de dagvaarding gehecht, waaruit de inhoud van de telastelegging geacht moet worden hier te zijn overgenomen.  
In de telastelegging voorkomende schrijffouten of kennelijke misslagen worden verbeterd gelezen.

De verdachte is hierdoor niet in zijn belangen geschaad.

### Vordering officier van justitie

De officier van justitie heeft ter terechtzitting gevorderd:

- veroordeling voor het primair telastegelegde;
- oplegging van een werkstraf voor de duur van 180 uren subsidiair 90 dagen jeugddetentie, alsmede voorwaardelijke jeugddetentie voor de duur van vier weken met een proeftijd van twee jaar;

Overweging ten aanzien van het verzoek van de raadsman tot het horen van getuigen

De raadsman heeft ter zitting bepleit om de zaak aan te houden als bedoeld in artikel 328 juncto artikel 315 van het Wetboek van Strafvordering, nu het volgens hem noodzakelijk is dat aangever, medeverdachte en de verbalisanten die het verhoor van verdachte hebben afgenomen als getuige worden gehoord. De rechtbank geeft het door de raadsman hiertoe aangevoerde hierna letterlijk weer:

Cliënt ontkent de verweten gedragingen ten stelligste. Hij stelt zelf geen geweld te hebben gebruikt en niet te hebben gezien dat de medeverdachte het geweld heeft gebruikt dat volgens de aangifte zou zijn gedaan. Het geweld en de bedreigingen die volgens de aangever zouden zijn verricht door [verdachte], past volstrekt niet bij het beeld dat van [verdachte] wordt verkregen uit de rapportage van de Raad voor de Kinderbescherming. Het is eigenlijk onvoorstelbaar dat iemand als [verdachte], zoals hij door de diverse referenten beschreven wordt, zomaar ineens een en eenmalig dergelijk gewelddadig gedrag zou vertonen. Volgens [verdachte] heeft de aangever ten onrechte de handelingen die mogelijk mededader [medeverdachte] heeft gepleegd, ook in verband gebracht met [verdachte]; mogelijk was de aangever door de handelingen van [medeverdachte] in de war, zodanig dat de aangifte een onjuist beeld geeft van de feiten. Uit het dossier blijkt dat de aangever flink overstuur was. Het feit dat medeverdachte [medeverdachte] [verdachte] ook belast, kan volgens [verdachte] mogelijk verklaard worden uit het feit, dat [medeverdachte] mogelijk heeft gedacht er zelf beter vanaf te komen als hij de schuld deels zou kunnen afschuiven of delen met [verdachte]. [verdachte] geeft aan dat hij in eerste instantie heeft ontkend bij de politie, maar dat hij toen de politie hem niet geloofde en hem vertelde dat hij mogelijk veel langer op het bureau moest blijven, vervolgens maar de verdenkingen heeft beaamd. Uit het proces-verbaal komt de in eerste instantie ontkenkende houding van [verdachte] niet naar voren.

[verdachte] acht het op grond van het voorgaande noodzakelijk voor de waarheidsvinding dat de aangever, [medeverdachte] en de verbalisanten die het verhoor hebben afgenomen, als getuige worden gehoord; de aangever en [medeverdachte] om door te nemen in hoeverre de aangifte c.q. De verklaring juist zijn met betrekking tot de voor [verdachte] belastende onderdelen; de verbalisanten om te horen of [verdachte] in eerste instantie een ontkenkende houding heeft aangenomen in het verhoor, en of [verdachte] de in zijn verklaring opgenomen tekst geheel spontaan heeft verteld, of delen van de aangifte en wellicht de verklaring van de medeverdachte die mogelijk zijn voorgehouden, heeft beaamd.

Aangezien wegens een typefout in het adres in de brieven die ik [verdachte] in eerste instantie stuurde, deze brieven werden geretourneerd (in een laat stadium) en [verdachte] dus niet hebben bereikt,

kon de zaak niet voor vrijdag 26 september 2008, zijnde tien dagen voor de zitting, met hem op kantoor besproken worden, hetgeen de reden is geweest dat niet tien dagen voor de zitting is verzocht de hierboven genoemde getuigen op te roepen.

De rechtbank overweegt als volgt. De raadsman heeft in zijn verzoek - kort gezegd - de betrouwbaarheid van de verklaringen in het proces-verbaal betwist. Naar het oordeel van de rechtbank is dit verzoek naar juridische maatstaven onvoldoende onderbouwd en zijn uit de stukken en het verhandelde ter zitting, gelet ook op de verklaring van verdachte, geen aanwijzingen naar voren gekomen om deze personen nader te horen als getuige. Derhalve is de rechtbank van oordeel dat dagvaarding of oproeping van deze personen niet noodzakelijk is. De rechtbank wijst aldus het verzoek van de raadsman af.

Het bestanddeel 'goed' als bedoeld in artikel 310 van het Wetboek van Strafrecht

De officier van justitie heeft - kort gezegd - ter zitting aangevoerd dat de virtuele amulet en het virtueel maskergoederen zijn die onder het bestanddeel 'goed' als bedoeld in artikel 310 van het Wetboek van Strafrecht vallen en de raadsman heeft ter zitting het tegenovergestelde bepleit. De rechtbank overweegt als volgt. In de onderhavige zaak is sprake van virtuele goederen, namelijk een virtuele amulet en een virtueel masker uit het online computerspel "RuneScape". Het volgende is de rechtbank ambtshalve bekend over "RuneScape". "RuneScape" is één van de grotere online spellen en vooral populair onder de jeugd. Miljoenen spelers, zogenaamde online gamers, over de hele wereld spelen het spel.

"RuneScape" speelt zich af in een virtuele wereld, waarin spelers met karakters kunnen deelnemen aan die virtuele wereld. Spelers kunnen onder meer opdrachten ('quests') vervullen, tegen andere spelers vechten en andere activiteiten ontplooiën. Hiervoor kan men onder andere 'items', zoals een masker of een amulet, verkrijgen. De items hebben elk afzonderlijk een waarde.

Die waarde wordt in dit spel uitgedrukt in 'coins' endie waarde fluctueert op basis van vraag en aanbod van die items. Met die 'coins' kan men als speler 'skills' (vaardigheden) trainen. Hoe meer 'coins' de speler heeft, hoe sterker hij wordt in het spel "RuneScape".

Aangever, verdachte en medeverdachte hadden elk een account, dat toegang gaf tot het spelen van "RuneScape" en waren ook actief speler van dit spel. Aangever had in zijn account een virtuele amulet en een virtueel masker. Artikel 310 van het Wetboek van Strafrecht heeft als doel het vermogen van de burger te beschermen. Bij de beantwoording van de vraag of virtuele goederen, goederen in de zin van dat artikel zijn, dient dit in het oog te worden gehouden. Er is een aantal criteria waaraan moet worden voldaan, wil er sprake zijn van een goed in de zin van genoemd artikel.

Allereerst is van belang of een goed voor de bezitter ervan waarde heeft. Deze waarde hoeft niet in geld uitgedrukt te kunnen worden.

In de huidige maatschappij zijn de virtuele goederen uit het online computerspel "RuneScape" van grote betekenis geworden. Voor grote aantallen online gamers hebben deze goederen waarde. Hoe meer virtuele goederen een speler heeft, hoe sterker hij is in het spel.

Bovendien worden de virtuele goederen voor geld gekocht en verkocht, bijvoorbeeld via internet of op het schoolplein. Uit de onderhavige zaak blijkt ook dat het masker en de amulet voor zowel aangever als verdachte en medeverdachte waarde hadden.

Van belang is tevens dat een goed niet stoffelijk behoeft te zijn. In de jurisprudentie is uitgemaakt dat ook niet-stoffelijke voorwerpen - zoals elektriciteit en giraal geld - als goed in strafrechtelijke zin worden aangemerkt. De virtuele amulet en het virtueel masker als bedoeld in de onderhavige zaak zijn geen stoffelijke goederen, alhoewel ze wel waarneembaar zijn. Gelet op de bedoelde jurisprudentie is dat geen beletsel om ze als goed als bedoeld in artikel 310 van het Wetboek van Strafrecht aan te merken. Voorts blijkt uit de jurisprudentie dat een belangrijk kenmerk van een goed in strafrechtelijke zin is dat de wegnemer bij diefstal de feitelijke macht over het gestolen goed verkrijgt en de bestolene de feitelijke macht door het wegnemen daarover verliest. Het bezit van het goed moet van de een naar de ander kunnen overgaan. Met strafrechtelijk bezit wordt bedoeld het hebben van feitelijke macht. In de jurisprudentie is uitgemaakt dat het voorgaande niet het geval is bij een pincode, computergegevens en belminuten van een telefoonabonnement.

De in de onderhavige zaak bedoelde virtuele goederen, te weten een virtuele amulet en een virtueel masker, waren in het bezit van aangever. Alleen hij had de feitelijke macht over die goederen. Het bezit van die virtuele goederen kan worden overgedragen, bijvoorbeeld door de goederen van het ene account naar het andere over te hevelen.

In de onderhavige zaak zijn de goederen ook overgegaan, namelijk uit de feitelijke macht van aangever naar die van verdachte en de medeverdachte. Verdachte en de medeverdachte hebben de goederen van het account van aangever overgebracht naar het account van verdachte. Hierdoor is aangever de feitelijke macht over de goederen kwijtgeraakt en hebben verdachte en de medeverdachte de feitelijke macht daarover verkregen. Nu de virtuele amulet en het virtueel masker als bedoeld in de onderhavige zaak aan de hiervoor genoemde criteria voldoen, is de rechtbank van oordeel dat deze virtuele goederen onder het begrip 'goed' als bedoeld in artikel 310 van het Wetboek van Strafrecht vallen en toebehoorden aan aangever.

Bewijsoverweging

De raadsman heeft ter zitting aangevoerd dat verdachte de goederen zich niet wederrechtelijk heeft toegeëigend en vrijgesproken moet worden van het primair en subsidiair telastegelegde, nu de spelregels van "RuneScape" de gedragingen van verdachte en medeverdachte toelaten en zij derhalve niet strafbaar hebben gehandeld.

De rechtbank is van oordeel dat dit verweer moet worden verworpen, nu de handelingen van verdachte en medeverdachte buiten de context van het spel hebben plaatsgevonden en aldus niets met de spelregels van "RuneScape" te maken hebben.

#### Bewijsmiddelen

De rechtbank past met betrekking tot het primair telastegelegde de volgende bewijsmiddelen toe:

1. de verklaring van verdachte afgelegd ter terechtzitting van 7 oktober 2008, welke -zakelijk weergegeven- onder meer inhoudt:

Op 6 september 2007 zijn [medeverdachte], [slachtoffer] en ik naar het huis van [medeverdachte] in Leeuwarden gegaan. [medeverdachte], [slachtoffer] en ik spelen allemaal het online spel "RuneScape". Een dag eerder hadden [medeverdachte] en ik via MSN met elkaar gesproken om virtuele goederen van de online game "RuneScape" uit het account van [slachtoffer] over te brengen naar ons account. Ik heb gezien dat [medeverdachte] [slachtoffer] heeft geslagen. Ik heb ook gezien dat [medeverdachte] een mes heeft gepakt en daarmee richting [slachtoffer] liep. Nadat ik was vertrokken uit de woning van [medeverdachte] en in mijn woning achter de computer zat, heeft [medeverdachte] mij via MSN gevraagd om weer terug te komen. Ik kwam meteen naar zijn woning. Een virtueel amulet en een virtueel masker zijn door [medeverdachte] vanuit het account van [slachtoffer] overgebracht naar mijn account. [medeverdachte] en ik zouden elk de helft van de waarde van die items krijgen.

2. het in wettelijke vorm opgemaakte proces-verbaal van verhoor verdachte (pag. 30, 32 en 33), welke -zakelijk weergegeven- onder meer inhoudt:

Ik heb [slachtoffer] op 6 september 2007 in een wurggreep genomen door zijn nek in te klemmen in mijn elleboog. Ik spande mijn spieren aan, zodat [slachtoffer] geen lucht kon krijgen. Wij hebben [slachtoffer] geslagen. Ik heb [slachtoffer] opzettelijk met mijn vlakke hand tegen zijn gezicht geslagen. Omdat [slachtoffer] niet meewerkte, heb ik hem de keel dichtgeknepen. Wij dwongen [slachtoffer] om in te loggen op die computer. [slachtoffer] wilde niet zijn wachtwoord geven en inloggen op de computer om het spel te spelen. Doordat wij hem bedreigden, heeft hij op een gegeven moment wel ingelogd en het spel opgehaald. Ik bedreigde [slachtoffer] dat hij wel mee moest werken. Als [slachtoffer] niet wilde meewerken dan zou ik hem nog meer klappen geven. Omdat wij [slachtoffer] bedreigden heeft hij zich ingelogd. Als wij hem niet bedreigd hadden, dan had hij vrijwillig nooit toegestaan dat wij aan zijn punten konden komen. Uit de keukenla heb ik twee messen gepakt. Ik haalde het lemmet van beide messen over elkaar. Mijn bedoeling was dat [slachtoffer] hiervan bang zou worden en zou meewerken om ons zijn wachtwoord en dergelijke te geven. Ook is [slachtoffer] tegen de grond gewerkt. Wij hebben hem toen geslagen. Een dag eerder hebben [medeverdachte] en ik afgesproken dat we [slachtoffer] de volgende dag mee zouden nemen naar het huis van [medeverdachte] en dat we dan met geweld zouden proberen om die punten en het geld van [slachtoffer] te krijgen en we spraken af dat we over zouden gaan op geweld als ons plan zou mislukken.

3. het in wettelijke vorm opgemaakte proces-verbaal van aangifte (pag. 17, 18, 19), welke -zakelijk weergegeven- onder meer inhoudt:

Ik doe al jaren een spelletje op internet. Ik ben hier gemiddeld iedere dag meer dan 4 uren mee bezig. Het spelletje heet RuneScape. Het is een spel waarbij je een klein poppetje bent dat geld kan verdienen door te werken. Ik ben erg rijk op Runescape en omdat ik rijk ben ook heel sterk. Ik ben in dit spel bijna niet te verslaan. Vanwege mijn grote bezit op Runescape aan geld en goederen verander ik bijna iedere drie dagen mijn wachtwoord, omdat ik bang bendat iemand erachter komt en mij hacked. [medeverdachte] wil graag dat ik hem geld en items geef in het spel. Ik fietste op 6 september 2007 mee met [medeverdachte] en [verdachte] naar de woning van [medeverdachte] te Leeuwarden. Ik zag dat [medeverdachte] met een sleutel de deur van de flatwoning opendeed. Ik moest vervolgens met [verdachte] en [medeverdachte] meelopen naar een slaapkamer in de woning. Vervolgens moest ik van [medeverdachte] en [verdachte] meewerken om het geld en de goederen van mijn account over te zetten naar het account van [verdachte]. Toen ik zei dat ik dat niet wilde, begonnen [medeverdachte] en [verdachte] mij te slaan en te schoppen. Ik werd kennelijk opzettelijk en met kracht met tot vuisten gebalde handen tegen mijn hoofd geslagen. Zij sloegen mij opzettelijk en met kracht heel veel keren tegen mijn hoofd en tegen mijn ribben. Door de klappen die ik kreeg, viel ik op de grond van de slaapkamer. Vervolgens voelde en zag ik dat beiden mij opzettelijk en met kracht schopten tegen mijn borstkas en mijn benen. Ook zag en voelde ik dat zij kennelijk opzettelijk en met kracht op mijn borstkas gingen staan. Door de vele klappen en schoppen en doordat beiden met hun voeten op mijn borst gingen staan, voelde ik erg veel pijn. Ik hoorde dat ze tegen mij riepen dat ze me dood zouden maken. Vervolgens zag en hoorde ik dat eerst [medeverdachte] naar de keuken liep en een mes ophaalde en dat kort daarop [verdachte] ook naar de keuken liep en twee messen ophaalde. Met de messen bedreigden [medeverdachte] en [verdachte] mij met de dood. Ik werd erg bang. Ik kon niets anders meer dan meewerken met [medeverdachte] en [verdachte]. Ik durfde niets meer te weigeren. Ik zag dat [verdachte] inlogde met zijn account op het spel RuneScape op de computer in de

slaapkamer. Ik moest vervolgens met beiden mee naar een computer in de woonkamer van de flat waar ik met mijn account moest inloggen op het spel RuneScape. Vervolgens moest ik onder dwang met mijn poppetje vechten tegen [verdachte] die het spel speelde vanaf de computer op de slaapkamer. Tijdens het vechten met het poppetje van [verdachte] bleef [medeverdachte] steeds bij mij staan in de woonkamer. Ik zag dat [medeverdachte] en [verdachte] wisselden. Toen [verdachte] bij mij en de computer kwam staan in de woonkamer en [medeverdachte] naar de slaapkamer was, werd ik plotseling door [verdachte] met de stoel waarop ik zat naar achterover getrokken. Ik lag op de grond en kreeg van [verdachte] weer klappen en schoppen op mijn hoofd en mijn lichaam. Toen het ophield, zag ik dat [verdachte] op de stoel zat bij de computer in de woonkamer. Ik stond op en zag dat [verdachte] al mijn geld en goederen van mijn RuneScape-account overzette naar zijn eigen account, van mij stal. Nadat [verdachte] al het geld en goederen van mijn account had gestolen, zag ik dat hij uitlogde. Ook [medeverdachte] kwam erbij in de woonkamer. Door beiden werd ik vervolgens uit huis gezet.

4. het in wettelijke vorm opgemaakte proces-verbaal van verhoor medeverdachte (pag. 24, 25, 26 en 27), welke -zakelijk weergegeven- onder meer inhoudt:

Vroeger was ik rijker in dit spel dan [slachtoffer], maar [slachtoffer] had een paar dagen geleden geluk gehad, want hij had spullen gevonden van een dode man en die man was heel rijk en had dus veel waardevolle spullen. Die spullen had [slachtoffer] gepakt en daardoor was hij in één klap heel rijk. Ik werd daar eigenlijk wel jaloeers van. Ik heb een paar keer aan [slachtoffer] gevraagd of ik wat geld of spullen van hem kon krijgen. Daarmee bedoel ik dan spullen of coins die je in dit computerspel gebruikt. Ik heb een vriend die [verdachte] (fonetisch) heet. Ik vroeg op 6 september 2007 of [verdachte] Runescape wilde spelen en ik zei verder dat ik van plan was om [slachtoffer] te hacken. Hiermee bedoel ik dat ik spullen van hem af wilde pakken. Hij vond dat goed en fietste met [slachtoffer] en mij naar mijn huis.

Ik ben met [slachtoffer] gaan vechten, omdat hij niet wilde inloggen. Ik heb hem geschopt, twee keer hard geschopt tegen zijn benen. Ik heb [slachtoffer] ook geduwd en getrokken. Ik heb hem naar de grond gewerkt. [verdachte] ging naar huis. Ik heb via MSN tegen [verdachte] gezegd dat hij weer moest komen, omdat [slachtoffer] niet wilde inloggen. [verdachte] kwam meteen. [verdachte] heeft [slachtoffer] geslagen op zijn hoofd. Ook kneep hij in het hoofd van [slachtoffer]. [verdachte] heeft [slachtoffer] op de grond gegooid en [verdachte] en ik hebben bovenop [slachtoffer] gestaan. [verdachte] en ik stonden om de beurt op zijn heupen en aan de zijkant van zijn ribben. We stonden niet echt op hem, maar drukten met een been op hem. Ik ben toen naar de keuken gelopen en heb een mes uit een keukenla gepakt. Dit was een groot en dik vleesmes met een zwart handvat. [verdachte] pakte ook twee messen. Eén van die messen was een scherp dun mes. Ik maakte dreigende bewegingen met het mes in mijn hand. Ik slingerde er wat mee. Ik stond daarbij ongeveer drie meter van [slachtoffer] af en liep richting [slachtoffer]. [verdachte] maakte met beide messen dreigende bewegingen door de messen heen en weer te bewegen. [verdachte] en ik wilden [slachtoffer] bang maken en ik heb tegen [slachtoffer] gezegd: "Ik maak je dood". We hebben de messen daarna teruggelegd en gezegd dat [slachtoffer] moest inloggen. [slachtoffer] heeft toen ingelogd, omdat hij bang was. Hij heeft ingelogd op de computer in de woonkamer. Ik ben toen achter de computer gaan spelen en heb spullen van hem gedropt. Dit betekent dat ik spullen van hem op een andere plek heb neergelegd en ik wilde dit dan via die andere computer weer pakken, zodat het van mij werd. Ik heb een amulet en een masker gedropt. Het masker, maar vooral de amulet zijn in dit spel veel waard. [verdachte] en ik delen vaak spullen in dit spel en had ik er dus ook voordeel van. Ik zag dat [verdachte] [slachtoffer] hard op de grond gooide.

U vraagt mij of [verdachte] en ik de diefstal van de coins hadden gepland. [verdachte] en ik hadden dit inderdaad de dag ervoor al afgesproken via MSN. Als [slachtoffer] niet met ons mee wilde werken, dan zouden wij hem slaan. Dit was een idee van ons allebei.

5. het in wettelijke vorm opgemaakte proces-verbaal van bevindingen (pag. 21), welke -zakelijk weergegeven- onder meer inhoudt:

Wij, verbalisanten, zagen op 6 september 2007 dat [slachtoffer] zichtbaar pijn had en zodanig onder de indruk was van dit alles dat [slachtoffer] maar moeilijk zijn verhaal kwijt kon aan ons verbalisanten.

6. het in wettelijke vorm opgemaakte proces-verbaal van politie (pag. 4), welke -zakelijk weergegeven- onder meer inhoudt:

Na overleg met de officier van justitie werd door de verdachte [verdachte] de door hem en door medeverdachte [medeverdachte] in het spel Runescape gestolen goederen teruggegeven aan de rechtmatische eigenaar. Via een computer op het politiebureau te Leeuwarden werd door verdachte [verdachte] ingelogd in het voornoemde spel. Tevens werd door aangever het spel opgestart. Telefonisch werd door de aangever aan mij, verbalisant Veldman, doorgegeven dat op een gegeven moment hij alle door de verdachten gestolen goederen terug had ontvangen, waarna het spel weer werd beëindigd.

7. een schriftelijke geneeskundige verklaring d.d. 7 september 2008 met betrekking tot [slachtoffer] (pag. 37), welke -zakelijk weergegeven- onder meer inhoudt:

Uitwendig waargenomen letsel:

- drukpijn rechts op de borstkas;
- schaafwonden en drukpijn op de rechterschouder;

- druppijnlijke rechterbil en rechterenkel.  
Datum waarop werd onderzocht: 07/09/2007.  
Geschatte duur van de genezing: 2 weken.

Bovenstaandewettige bewijsmiddelen -in onderling verband en samenhang beschouwd- houden de redengevende feiten en omstandigheden in waarop de beslissing van de rechtbank steunt dat verdachte het hierna bewezenverklaarde feit heeft begaan. Bewezenverklaring  
De rechtbank acht het primair telastegelegde bewezen, met dien verstande dat:

Primair

hij op 6 september 2007 te Leeuwarden, in de gemeente Leeuwarden, tezamen en in vereniging met een ander, met het oogmerk van wederrechtelijke toe-eigening heeft weggenomen een virtueel amulet en een virtueel masker van het online computerspel genaamd RuneScape, toebehorende aan [slachtoffer], welke diefstal werd voorafgegaan en vergezeld van geweld en bedreiging met geweld tegen [slachtoffer], gepleegd met het oogmerk om die diefstal voor te bereiden en gemakkelijk te maken, welk geweld en welke bedreiging met geweld hierin bestonden dat hij, verdachte, en zijn mededader die [slachtoffer] meermalen en met kracht met tot vuisten gebalde handen tegen het hoofd en de ribben en elders tegen het lichaam hebben geslagen en die [slachtoffer] tegen de borstkas en de benen en elders tegen het lichaam hebben geschopt en op het lichaam van die [slachtoffer] zijn gaan staan en messen in de richting van het lichaam van die [slachtoffer] hebben gehouden en met messen zwaaiende en slingerende bewegingen voor die [slachtoffer] hebben gemaakt en die [slachtoffer] hebben toegevoegd de woorden "ik maak je dood", en die [slachtoffer] in zijn stoel achterover hebben getrokken en naar de grond hebben gewerkt en de nek van die [slachtoffer] in een wurggreep hebben genomen.

De verdachte zal van het meer of anders telastegelegde worden vrijgesproken, aangezien de rechtbank dat niet bewezen acht.

Kwalificatie

Het bewezene levert op het misdrijf:

primair diefstal, voorafgegaan en vergezeld van geweld en bedreiging met geweld tegen personen, gepleegd met het oogmerk om die diefstal voor te bereiden en gemakkelijk te maken, terwijl het feit wordt gepleegd door twee of meer verenigde personen.

Strafbaarheid verdachte

De rechtbank acht verdachte strafbaar nu niet van enige strafuitsluitingsgrond is gebleken.  
Strafmotivering

De rechtbank neemt bij de bepaling van de hierna te vermelden strafsoort en strafmaat in aanmerking:

- de aard en de ernst van het gepleegde feit;
- de omstandigheden waaronder dit is begaan;
- de persoon van verdachte, zoals daarvan ter terechtzitting is gebleken en deze naar voren komt uit het uittreksel uit het algemeen documentatieregister en de rapporten van de Raad voor de Kinderbescherming d.d. 24 oktober 2007 en 19 september 2008;
- de vordering van de officier van justitie;
- het pleidooi van de raadsman.

Verdachte heeft zich samen met een ander schuldig gemaakt aan diefstal met geweld. Na daartoe tevoren gemaakte afspraak hebben zij een schoolgenoot mee naar huis genomen en hem onder bedreiging met woorden en messen en door een forse lichamelijke mishandeling gedwongen in te loggen op zijn account van het computerspel "RuneScape". Zij hebben het slachtoffer op deze wijze voor hem en ook voor de daders van veel waarde zijnde goederen uit dit spel, te weten een virtuele amulet en een virtueel masker, uit jaloezie gestolen.

Het slachtoffer heeft ten gevolge van deze benarde situatie lichamelijk en psychisch letsel ondervonden. De rechtbank tilt zwaar aan deze feiten. Strafverzwarend acht de rechtbank dat verdachte, hoewel nog jong, weloverwogen heeft gehandeld en geen enkele verantwoordelijkheid neemt voor wat er is gebeurd. Verdachte heeft geen blijk gegeven van inzicht in het strafbare van zijn handelen en heeft een te positief beeld van zichzelf. De omstandigheid dat verdachte niet eerder met politie en justitie in aanraking is geweest en dat er veel tijd is verstreken tussen het plegen van het feit en de zitting beschouwt de rechtbank als strafverminderend.

De Raad voor de Kinderbescherming heeft over verdachte een tweetal rapporten uitgebracht, waaruit blijkt dat er zowel in de situatie op school als thuis geen problemen zijn gesignaleerd over het functioneren van verdachte. De Raad onthoudt zich van het geven van een strafadvies, omdat verdachte een ontkennende houding heeft aangenomen.

De officier van justitie heeft een werkstraf en daarnaast een voorwaardelijke jeugddetentie gevorderd. Voor een feit als waarvan in casu sprake is, is in het algemeen een onvoorwaardelijke vrijheidsstraf passend. De rechtbank zal hiertoe echter niet overgaan gelet op het feit dat verdachte ten tijde van het plegen van het



delict 14 jaar was, hij nog niet eerder met politie en justitie in aanraking is gekomen en ook omdat er tussen datum delict en de terechtzitting veel tijd is verstreken. Ook in het rapport van de Raad voor de Kinderbescherming is gesteld dat een jeugddetentie geen meerwaarde heeft.

De rechtbank kan zich derhalve vinden in de strafmodaliteit als door de officier van justitie aangegeven en zal verdachte een forse werkstraf opleggen. Een voorwaardelijke jeugddetentie al verdachte worden opgelegd, teneinde hem er van te weerhouden in de toekomst weer de fout in te gaan.

Toepassing van wetsartikelen

De rechtbank heeft gelet op de artikelen 77a, 77g(oud), 77i, 77m(oud), 77n, 77x(oud), 77y(oud), 77z(oud), 310 en 312 van het Wetboek van Strafrecht.

DE UITSPRAAK VAN DE RECHTBANK LUIDT, RECHTDOENDE:

Wijst het verzoek van de raadsman tot het horen van getuigen af. Verklaart het onder primair telastegelegde bewezen, te kwalificeren en strafbaar in voege als voormeld en verdachte deswege strafbaar.

Veroordeelt verdachte te dier zake tot:

Een werkstraf, bestaande uit het verrichten van 160 uren onbetaalde arbeid. De arbeid moet binnen 12 maanden zijn verricht. Beveelt dat voor het geval de veroordeelde de werkstraf niet naar behoren verricht, vervangende jeugddetentie voor de duur van 80 dagen zal worden toegepast.

Een jeugddetentie voor de duur van vier weken. Bepaalt, dat deze jeugddetentie niet zal worden tenuitvoergelegd, tenzij de rechter later anders mocht gelasten, op grond, dat de veroordeelde zich voor het einde van een proeftijd, welke hierbij wordt vastgesteld op twee jaren, aan een strafbaar feit heeft schuldig gemaakt.

Verklaart niet bewezen hetgeen aan verdachte meer of anders is telastegelegd dan het bewezenverklaarde en spreekt verdachte daarvan vrij.

Dit vonnis is gewezen door mr. B.J. de Jong, voorzitter en tevens kinderrechter, mr. M.J. Dijkstra en mr. A. de Jong, rechters, bijgestaan door mr. G. Sannes, griffier, en uitgesproken ter openbare terechtzitting van deze rechtbank op 21 oktober 2008.